

Gouvernement du Québec

Décret 256-2022, 9 mars 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la 40^e session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie qui se tiendra le 16 mars 2022

ATTENDU QUE la 40^e session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie se tiendra à Paris (France), le 16 mars 2022;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, madame Nadine Girault, ou, en cas d'empêchement de celle-ci, la déléguée générale du Québec à Paris, en France et représentante personnelle du premier ministre pour la Francophonie, madame Michèle Boisvert, dirige la délégation officielle du Québec à la 40^e session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie qui se tiendra le 16 mars 2022;

QUE la délégation officielle du Québec soit composée, outre la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et la déléguée générale du Québec à Paris, en France et représentante personnelle du premier ministre pour la Francophonie, de :

— Monsieur Patrice Charbonneau, conseiller politique, Cabinet de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie;

— Madame Claire Deronzier, déléguée aux Affaires francophones et multilatérales, ministère des Relations internationales et de la Francophonie;

QUE la délégation officielle du Québec à la 40^e session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie soit mandatée pour exposer les positions du gouvernement du Québec et ait pleins pouvoirs pour faire valoir les intérêts de ce gouvernement, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

76624

Gouvernement du Québec

Décret 257-2022, 9 mars 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Guy Thibodeau comme membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9^o de l'article 10 de cette loi les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux qui se trouve dans une région socio-sanitaire où une université offre un programme complet d'études pré-doctorales en médecine ou qui exploite un centre désigné institut universitaire dans le domaine social sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1^o à 8^o de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 366-2018 du 21 mars 2018 monsieur Michel Delamarre a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, que son mandat viendra à échéance le 31 mars 2022 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Guy Thibodeau fait partie de la liste requise par la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Guy Thibodeau, président-directeur général adjoint, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, soit nommé membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé

et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} avril 2022 au traitement annuel de 261 037 \$, en remplacement de monsieur Michel Delamarre;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Guy Thibodeau comme président-directeur général du niveau 1.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76625

Gouvernement du Québec

Décret 258-2022, 9 mars 2022

CONCERNANT le renouvellement du mandat de coroners à temps partiel

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 5 de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (chapitre R-0.2) prévoit que, sur recommandation du ministre de la Sécurité publique, le gouvernement peut nommer des coroners à temps partiel;

ATTENDU QUE l'article 22 de cette loi prévoit que le coroner à temps partiel est rémunéré suivant le tarif adopté par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE madame Joanne Lachapelle a été nommée de nouveau coroner à temps partiel par le décret numéro 356-2020 du 25 mars 2020, que son mandat viendra à échéance le 30 mars 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE madame Mélissa Gagnon a été nommée de nouveau coroner à temps partiel par le décret numéro 447-2020 du 8 avril 2020, que son mandat viendra à échéance le 10 avril 2022 et qu'il y a lieu de le renouveler;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE madame Joanne Lachapelle, notaire à Maniwaki, soit nommée de nouveau coroner à temps partiel pour un mandat de trois ans à compter du 31 mars 2022;

QUE madame Mélissa Gagnon, avocate à Longueuil, soit nommée de nouveau coroner à temps partiel pour un mandat de cinq ans à compter du 11 avril 2022;

QUE les personnes nommées coroners à temps partiel en vertu du présent décret soient rémunérées conformément au Règlement sur la rémunération des coroners à temps partiel, adopté par le décret numéro 1687-87 du 4 novembre 1987 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE les personnes nommées coroners à temps partiel en vertu du présent décret soient remboursées des dépenses faites ou engagées dans l'exercice de leurs fonctions conformément au Règlement sur les sommes à rembourser aux coroners et aux coroners auxiliaires pour les dépenses faites ou engagées dans l'exercice de leurs fonctions adopté par le décret numéro 1657-87 du 28 octobre 1987 et les modifications qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

76626

Gouvernement du Québec

Décret 259-2022, 9 mars 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Avenant numéro 1 à l'Entente concernant le financement des travaux de construction de postes de police dans les villages nordiques de Akulivik, Puvirnituk, Ivujivik, Quaqtak, Umiujaq et Kangiqsualujjuaq entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik

ATTENDU QUE, par le décret numéro 734-2002 du 12 juin 2002, le gouvernement a approuvé l'Entente concernant le financement des travaux de construction de postes de police dans les villages nordiques de Akulivik, Puvirnituk, Ivujivik, Quaqtak, Umiujaq et Kangiqsualujjuaq entre le gouvernement du Québec et l'Administration régionale Kativik, laquelle a été conclue le 13 juin 2002;

ATTENDU QUE cette entente prévoit que le ministre de la Sécurité publique s'engage à verser à l'Administration régionale Kativik une aide financière maximale de 5 040 000 \$ sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajoutent les frais d'intérêts et les autres frais reliés au financement temporaire et permanent des travaux visés, de même que les frais de courtage applicables lors du financement et des refinancements subséquents;